

Vers un probable – et dangereux – report des élections

RD CONGO La fin de campagne est agitée et les rumeurs sur un report de quelques jours du scrutin bruissaient, mercredi, à Kinshasa

A lors que les élections, un triple scrutin provincial, législatif et présidentiel, auraient dû avoir lieu ce dimanche 23 décembre, une longue réunion a tenu Kinshasa en haleine ce mercredi : le président de la Commission électorale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, a dû reconnaître que le déploiement du matériel électoral accusait des retards et en particulier l'acheminement des fiches prévues pour dresser les procès-verbaux du vote.

Retards techniques

En cours de soirée, tout indiquait donc qu'un report de quelques jours allait être envisagé pour des raisons techniques et que M. Nangaa en avait averti la représentante spéciale de l'ONU à Kinshasa en lui demandant de prévenir la communauté diplomatique. S'il ne s'agissait que de considérations techniques, ce retard serait compréhensible. En effet, dans ce pays continent, la tâche était gigantesque et Nangaa s'était engagé dans une course contre la montre qui donnait le tournis : doter 80.000 bureaux de vote de « machines à voter », des imprimantes électroniques qui n'avaient jamais été testées ailleurs et avaient suscité le doute de l'opposition, jusqu'à ce que tous les leaders politiques finissent par s'incliner devant le fait accompli.

Dimanche dernier, la Ceni commençait à peine à recevoir les fiches et procès-verbaux de résultats, soit 166 tonnes de documents qui devaient être déployés dans 21.699 centres de vote et 179 centres locaux de compilation des résultats, répartis dans les 26 provinces.

A cette difficulté s'est ajouté, en dernière minute, l'incendie dans un entrepôt de la Ceni, qui a vu partir en fumée les 8.000 machines destinées à Kinshasa, obligeant la Commission électorale à ramener des stocks de réserve positionnés dans les provinces. En d'autres circonstances, la collaboration des divers partenaires aurait pu contribuer à régler ces ennuis de dernière minute. Mais pour ces élections-ci, le Congo a tenu à faire cavalier seul, se passant de la collaboration de la Monusco, qui avait cependant prévu de mettre 80 avions et hélicoptères à sa disposition et récusant les observateurs occidentaux. Cependant, 40.000 observateurs nationaux et plusieurs centaines d'observateurs africains ont pris le relais. Cette volonté de « dignité » exprimée par le chef de l'Etat a coûté cher : un budget officiel de 500 millions de dollars sinon le double dans la réalité...

Durant la campagne, les surprises ne furent pas seulement d'ordre technique : les candidats présentés par l'opposition à

l'élection présidentielle rallièrent des foules immenses, qu'il s'agisse du duo Felix Tshisekedi et Vital Kamerhe ou de Martin Fayulu, qui aurait dû être le candidat unique de l'opposition. Ce dernier fut empêché par la police de gagner Kinshasa, son cortège ayant été stoppé sur la route de la N'Sele, du côté de l'aéroport.

« Date fétiche »

Craignant des manifestations voire des dérapages, le gouverneur de la ville de Kinshasa André Kimbuta décréta la suspension sinon la fin de la campagne électorale à Kinshasa et Martin Fayulu fut empêché de rassembler ses troupes dans la salle Sainte-Thérèse à Ndjili.

S'il se confirme, le report « technique » des élections pourrait être très mal perçu par une population qui avait fait de ce 23 décembre une « date fétiche » d'autant plus qu'elle avait permis au président Kabila de prolonger de deux ans la fin de son deuxième et dernier mandat. Des photos diffusées sur les réseaux sociaux montrent que des troupes fraîches ont débarqué à Matadi, peut-être pour prêter main-forte à la police de Kinshasa qui aurait du mal à contenir seule une explosion de colère dans cette métropole de 10 millions d'habitants... ■

COLETTE BRAECKMAN

VIOLENCES

Au moins dix morts durant la campagne

Une ONG congolaise de défense des droits de l'Homme, l'Association congolaise d'accès à la jus-

tice (Acaj), a indiqué mercredi avoir enregistré dix morts depuis le lancement de la campagne électorale. L'ONG avance aussi le bilan de 152 cas d'atteintes aux droits de l'homme pendant cette campagne, en cours

depuis le 22 novembre dernier. Divers incidents ont également émaillé les meetings des différents candidats, toutes appartenances politiques confondues, notamment dans l'intérieur du pays. (afp)